

“Pour certains MR, la Wallonie, c’est de la merde”

■ Le ministre wallon du Budget Christophe Lacroix (PS) exige du respect de Jacqueline Galant, Charles Michel et Didier Reynders.

Entretien Stéphane Tassin et Laurent Gérard

Le ministre wallon du Budget, Christophe Lacroix (PS), a vécu une semaine agitée. D’abord une tuile budgétaire de 250 millions d’euros, due à une baisse spectaculaire des recettes à l’impôt des personnes physiques, annoncée tardivement par le fédéral; ensuite un comité de concertation tendu (lire ci-contre).

Face aux mauvaises nouvelles de cette semaine, les Flamands semblent moins énervés que les Wallons...

Les partis du gouvernement flamand sont aussi au fédéral. Je suis convaincu que tout cela a été négocié alors que nous avons appris la nouvelle par mail et par la presse. C’est amusant de voir un parti flamingant se contenter d’un diktat venant du fédéral.

L’ambiance s’est-elle détériorée au gouvernement wallon ?

Non, on est encore plus solidaire qu’avant. Je l’ai constaté au comité de concertation, où j’ai vu beaucoup de condescendance. Pour certains MR au gouvernement fédéral, la Wallonie, c’est de la merde, ce sont des petits ministres qui viennent exposer leurs problèmes, à qui on sourit avant de les renvoyer chez eux sans rien faire. Il y avait ce mépris, dans les attitudes plus que dans les mots. Ce qui est encore pire. Et à un moment donné, Paul Magnette a réagi de façon épidermique. Cela m’a fait plaisir, cela montre que derrière le ministre-Président, il y a un homme. Mais avant cette altercation, quand Maxime Prévot a évoqué le Thalys wallon, la ministre de la Mobi-

lité a également eu une réaction inappropriée.

Qu’a dit Jacqueline Galant ?

Elle l’a appelé Monsieur le bourgmestre, alors qu’il était là en tant que ministre wallon en charge du dossier. Quel est l’intérêt de l’attaquer ? Ce n’est pas un comité de concertation, mais de concertation.

Il y a encore quatre ans à tenir. Comment retrouver de bonnes relations avec le fédéral ?

Si on changeait déjà d’attitude, cela simplifierait les choses. Les ministres libéraux qui étaient auparavant au Parlement wallon s’adressent à nous de façon plus respectueuse que ceux qui n’y ont jamais mis les pieds. Le Premier ministre a oublié qu’il a été un jour ministre wallon.

M. Reynders, lui, dit aux Régions d’arrêter de se plaindre.

Didier Reynders est un excellent ministre, mais en matière humaine, il a encore des progrès à faire. Dire: “Les Wallons sont mal, tant pis pour eux”, cela me choque. Il y avait chez eux une sorte de jubilation à savoir que l’effort qu’ils auraient dû faire se reportait sur nous. C’est très cynique. Et cela affaiblit les francophones. C’est une stratégie de la terre brûlée qui est condamnable.

Après ces événements, la 6^e réforme de l’Etat reste-t-elle une opportunité ou devient-elle un fardeau lourd à porter ?

C’est une opportunité, qui a des effets pervers, qu’on voit aujourd’hui, sachant qu’il y a des mécanismes correcteurs. On sait très bien qu’en 2017-18, on va retoucher une grande partie de ce qu’ils nous ôtent aujourd’hui.

Cela tombera bien, en fin de législature, pour prendre des mesures populaires avant les élections...

Ce serait une belle réponse du berger à la bergère. Je ne suis pas sûr que Charles Michel et Didier Reynders aient le même sourire narquois quand ils le découvriront.

“Nous pouvons rationaliser certaines structures”

■ Le retour à l’équilibre en 2019 sera envisagé ce matin par le gouvernement wallon.

Le gouvernement wallon se réunit ce matin pour trancher sur les orientations budgétaires. Quels seront les grands choix ?

On avait estimé qu’il y avait un effort de 70 millions d’euros à faire pour 2015. 27 millions étaient dédiés à une dégradation des additionnels à l’IPP. On était évidemment très loin des 250 millions d’euros annoncés par le fédéral quelques jours plus tard. Nous avons constaté des erreurs dans les calculs du SPF, certaines ont été reconnues, puis infirmées, bref on y voit de moins en moins clair. Par contre, il y a des chiffres moins contestés comme la dégradation des impôts régionaux. On tourne autour de 50 millions d’euros.

Quel sera finalement le montant de l’effort ?

On se situera dans un effort supérieur à 70 millions d’euros. J’ai donc expliqué à mes collègues la manière dont nous de-

vions travailler ce matin. Est-ce qu’on fait évoluer la trajectoire ? Est-ce qu’on décide de faire d’avantage d’économie ?

Qu’avez-vous encore comme possibilités ?

Nous ne disposons pas des mêmes leviers que le fédéral. Doit-on toucher à des politiques importantes comme l’emploi ? Alors que nous mettons en place une réforme des aides. Est-ce qu’on retouche au bonus logement, à la santé, aux personnes handicapées, au Plan Marshall ? Nos leviers sont étroits.

Mais qu’est-ce qui est possible ?

Je n’ai pas encore de réponse. Chaque ministre a pour mission de voir ce qu’il peut faire sans impact à l’égard des citoyens et ce qu’il pourrait faire avec un impact majeur sur les citoyens et les entreprises. Et puis il y a la question de la trajectoire. Est-ce qu’on étale l’effort ou pas ? Faut-il se faire très mal alors que la croissance peut revenir et nous donner des années plus faciles un peu plus tard ?

Sur le report éventuel du retour à l’équilibre vous avez une position ?

C’est une position personnelle. On ne va pas faire payer aux Wallons les non-décisions d’un autre niveau de pouvoir qui avec un coup de baguette magique règle

son contrôle budgétaire, fait plaisir à la N-VA pour sauver la coalition. Si c’est ça, je plaiderai pour le report du retour à l’équilibre. Nous n’allons pas payer le confort du Fédéral.

Les nouvelles taxes, c’est exclu ?

Au jour d’aujourd’hui c’est exclu.

Et ce vendredi matin, cela pourrait changer ?

Toutes les pistes seront envisagées.

Faut-il, comme le demande le MR, réduire la voilure en matière de structures publiques ?

Les efforts, on les fait déjà. C’est la limite. En période de crise, les services publics sont un bouclier pour le citoyen. Je constate par exemple qu’avec le sous-investissement dans la direction générale de la fiscalité, elle n’a plus les moyens de percevoir correctement les impôts régionaux que nous percevons. Nous allons

donc engager davantage de fonctionnaires.

Le MR parle aussi de rationalisation de certains outils comme ceux qui touchent à l’emploi et à la formation ?

C'est une question ouverte et c'est vrai qu'on peut estimer qu'en Wallonie il y a toute une série d'institutions redondantes. Je n'ai pas de tabou à ce sujet.

Maxime Prévot disait hier qu'il ne serait peut-être pas possible de garantir l'indexation des allocations familiales en 2016.

Sa position est prudente, c'est la preuve

de sa grande correction. C'est une mesure positive que nous prenions pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs et ça nous ferait très mal de l'abandonner mais il est vrai qu'aujourd'hui, avec l'ampleur des moyens à trouver, la question se pose. Et je n'ai pas la réponse.

Allez-vous compenser le saut d'index pour les fonctionnaires wallons ?

J'avais proposé cela à la confection du budget initial, mais cela n'a pas été retenu. On ne va sûrement pas le faire maintenant. 2015 et 2016 seront les années les plus dures au niveau budgétaire.

“On ne va pas faire payer aux Wallons les non-décisions d'un autre niveau de pouvoir.”